

# REPUBLIQUE DU BURUNDI



## COUR CONSTITUTIONNELLE

RCCB 415



### **ARRET RCCB 415 RENDU PAR LA COUR CONSTITUTIONNELLE DU BURUNDI SIEGEANT EN MATIERE DE CONTROLE DE CONSTITUTIONNALITE**

Vu la lettre référencée SNB/CP/407/2022 du 28 septembre 2022 par laquelle le Président du Sénat, Très Honorable Emmanuel SINZOHAGERA a saisi la Cour Constitutionnelle pour contrôle de constitutionnalité du texte du Règlement Intérieur révisé du Sénat tel qu'adopté en séance plénière en date du 18 août 2022 ;

Vu l'enregistrement de la requête au greffe de la Cour en date du 29 septembre 2022 et son enrôlement le même jour, sous le RCCB 415.

Vu le rapport d'un membre de la Cour sur l'appréciation de la requête susmentionnée ;

Vu l'examen de la requête au cours du délibéré du 7 octobre 2022, après quoi la Cour a statué ainsi qu'il suit :

#### **I. Sur la régularité de la saisine**



Considérant que la requête sous examen a été introduite par le Président du Sénat conformément aux prescriptions de l'article 236alinéa 1 de la Constitution de la République du Burundi et de l'article 24 alinéa 1 de la loi Organique n°1/20 du 3 août 2019 portant Organisation et Fonctionnement de la Cour Constitutionnelle ainsi que la procédure applicable devant elle : « La Cour Constitutionnelle est saisie par le Président de la République, le Président de l'Assemblée Nationale, le Président du Sénat, par un quart des membres de l'Assemblée Nationale ou un quart des membres du Sénat, ou par l'Ombudsman » ;

Considérant qu'en l'espèce, la Cour est saisie par le Président du Sénat par sa lettre référencée SNB/CP/407/2022 du 28 septembre 2022;

Considérant qu'au regard des dispositions pertinentes de la Constitution de la République du Burundi et de la loi organique régissant la Cour de Céans, le Président du Sénat est habilité à saisir la Cour ;

Considérant que les formalités prescrites respectivement à l'article 27 de la loi organique régissant la Cour Constitutionnelle qui dispose que l'autorité qui soumet à la Cour Constitutionnelle une loi ou un acte réglementaire en avise immédiatement les autres autorités ayant qualité à saisir la Cour Constitutionnelle et aux articles 42 et 45 du Règlement Intérieur de la Cour Constitutionnelle en rapport avec sa saisine qui disposent que la Cour est saisie par une requête écrite adressée au Président de la Cour et que la requête doit être motivée, ont été toutes observées ;

Considérant que la demande introduite par le Président du Sénat aux fins de contrôle de constitutionnalité du Règlement Intérieur du Sénat a été diligentée en la forme conformément à la loi ;

Considérant que de tout ce qui précède, la saisine de la Cour est par conséquent régulière ;

## **II. Sur la compétence de la Cour**



Considérant que la Cour est saisie pour contrôle de constitutionnalité du texte du Règlement Intérieur révisé du Sénat tel qu'adopté en séance plénière en date du 18 août 2022 ;

Considérant que la Cour est compétente pour analyser la constitutionnalité du Règlement Intérieur du Sénat en vertu de l'article 234 alinéa 2 de la Constitution de la République du Burundi qui prescrit que : « les lois organiques avant leur promulgation, les règlements intérieurs de l'Assemblée Nationale et du Sénat avant leur mise en application, sont soumis obligatoirement au contrôle de constitutionnalité » ;

Considérant que l'article 25 alinéa 3 de la Loi Organique n°1/20 du 3 août 2019 portant Organisation et Fonctionnement de la Cour Constitutionnelle ainsi que la procédure applicable devant elle dispose : « Le Règlement intérieur et les modifications du Règlement intérieur de l'Assemblée Nationale et du Sénat sont transmis à la Cour respectivement par le Président de l'Assemblée Nationale et par le Président du Sénat pour le contrôle de constitutionnalité. » ;

Considérant qu'aux termes de l'article 170 du Règlement Intérieur du Sénat du 15/11/ 2021 « Le présent Règlement peut être modifié au cours de chacune des sessions ordinaires. Introduites au début de la session à l'initiative soit du Bureau, soit d'un quart des sénateurs au moins, les modifications adoptées à la

majorité des trois cinquième des sénateurs présents ou représentés, sans que cette majorité puisse être inférieure à la majorité absolue des membres composant le Sénat, ne sont applicables qu'après vérification de leur conformité à la Constitution par la Cour Constitutionnelle. » ;

Considérant qu'en l'espèce, la Cour est saisie d'une requête aux fins de contrôle de constitutionnalité, en d'autres termes, aux fins de vérification de la conformité à la Constitution de la République du Burundi, du texte du Règlement Intérieur du Sénat tel qu'adopté en séance plénière en date du 18 août 2022, modifiant le Règlement Intérieur du 15/11/2021 de la même Institution;

Considérant que de tout ce qui précède, la Cour est par conséquent compétente pour statuer sur la présente requête ;

### **III. Sur la recevabilité**

Considérant que le Président du Sénat, conformément à l'article 236 alinéa 1 de la Constitution, a saisi la Cour de Céans à des fins de contrôle de constitutionnalité du Règlement Intérieur révisé du Sénat tel qu'adopté en séance plénière en date du 18 août 2022 ;

Considérant que l'objet de la requête, en l'occurrence le contrôle de constitutionnalité du Règlement Intérieur du Sénat, c'est à dire la vérification de sa conformité à la Constitution de la République du Burundi avant sa mise en application, est légal car, prévu aux articles 234 alinéa 2 de la Constitution et 25 alinéa 3 de la loi Organique n°1/20 du 3 août 2019 portant Organisation et Fonctionnement de la Cour Constitutionnelle ainsi que la procédure applicable devant elle et 170 du Règlement Intérieur du Sénat du 15 novembre 2021 ;

Considérant qu'au regard de ces dispositions, la requête est recevable pour être analysée quant au fond ;

### **IV. Sur le contrôle de conformité à la Constitution de la République du Burundi du texte du Règlement Intérieur révisé du Sénat tel qu'adopté en séance plénière en date du 18 août 2022**

Considérant qu'après analyse et vérification de toutes les dispositions du texte du Règlement Intérieur lui soumis, la Cour trouve celui-ci conforme à la Constitution de la République du Burundi ;



**PAR TOUS CES MOTIFS**

La Cour Constitutionnelle;

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la loi Organique n° 1/20 du 3 août 2019 portant Organisation et Fonctionnement de la Cour Constitutionnelle ainsi que la procédure applicable devant elle ;

Vu le Règlement Intérieur du Sénat du 15/ 11/2021 ;

Vu le Règlement Intérieur du 31 août 2020 de la Cour Constitutionnelle ;

Statuant sur requête du Président du Sénat ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

1°. Déclare la saisine régulière ;

2°. Se déclare compétente pour statuer sur cette requête ;

3°. Dit pour droit que la requête est recevable ;

4°. Dit pour droit que le texte du Règlement Intérieur révisé du Sénat tel qu'adopté en séance plénière du 18 août 2022, est conforme à la Constitution de la République du Burundi ;

5°. Ordonne que le présent arrêt soit notifié au requérant et publié au Bulletin Officiel du Burundi.

Ainsi arrêté et prononcé à Bujumbura en audience publique du 7 octobre 2022 où siégeaient : Valentin BAGORIKUNDA: Président, Emmanuel NTAHOMVUKIYE : Vice-président, Liboire NKURUNZIZA, Jeanne HABONIMANA, Salvator NTIBAZONKIZA, Bède MBAYAHAGA et Jean Pierre AMANI: Membres ; assistés de Célestin HAKIZIMANA : Greffier.

**Président :**

Valentin BAGORIKUNDA *se/*

**Vice-Président :**

Emmanuel NTAHOMVUKIYE *se/*

**Membres:**

Jeanne HABONIMANA *se/*

Liboire NKURUNZIZA *se/*

Salvator NTIBAZONKIZA *se/*

Jean Pierre AMANI *se/*

Bède MBAYAHAGA *se/*

**Greffier**

Célestin HAKIZIMANA *se/*

